

Brochure n° 3165

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1077. – ENTREPRISES DU NÉGOCE  
ET DE L'INDUSTRIE DES PRODUITS DU SOL,  
ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES**

ACCORD DU 11 SEPTEMBRE 2015

RELATIF À LA CRÉATION D'UNE CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE SUPPLÉMENTAIRE

NOR : ASET1550923M

IDCC : 1077

**PRÉAMBULE**

Le présent accord s'inscrit dans un contexte de réforme du financement de la formation professionnelle initié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle.

Les organisations syndicales représentatives de salariés et patronales par cet accord réaffirment l'impulsion qui doit être donnée au développement des entreprises et des compétences et des qualifications des salariés dans la profession.

Le présent accord a donc pour objet de se doter de moyens financiers indispensables pour poursuivre la politique de formation professionnelle voulue par la branche.

Les parties signataires du présent accord rappellent que les entreprises de la branche doivent assurer un même accès à la formation aux femmes et aux hommes salariés.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord vise les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes.

**Article 2**

*Contribution conventionnelle*

Le présent article annule le point V « Gestion des fonds de la formation professionnelle des plus de 10 salariés », paragraphe 2, de l'accord du 22 novembre 1995 sur la formation professionnelle et institue en supplément de la contribution légale une contribution conventionnelle comme suit :

- pour les entreprises de 10 à moins de 50 salariés, une contribution conventionnelle supplémentaire d'un taux de 0,10 % de leur masse salariale brute au titre du plan de formation ;
- pour les entreprises de 50 salariés et plus, une contribution conventionnelle supplémentaire d'un taux de 0,25 % de leur masse salariale brute au titre du plan de formation.

Cette contribution conventionnelle est versée à l'OPCA désigné par la branche professionnelle.

### **Article 3**

#### *Objet de la contribution conventionnelle*

Cette contribution conventionnelle est destinée au développement de la formation professionnelle et pourra être affectée notamment à :

- des actions prioritaires définies en CPNEFP ;
- des actions collectives ;
- des actions de formation métier ;
- des actions d'ingénierie ;
- etc.

### **Article 4**

#### *Suivi de la contribution conventionnelle*

Un suivi de cette contribution conventionnelle sera réalisé par la CPNEFP et la section professionnelle paritaire (SPP) sur la base d'un bilan établi annuellement par l'OPCA de la branche.

### **Article 5**

#### *Durée et condition d'application*

Cette contribution est instituée pour une durée déterminée de 3 ans, soit au titre de la collecte 2016 (sur masse salariale 2015), 2017 (sur masse salariale 2016) et 2018 (sur masse salariale 2017) si l'extension du présent accord se produit avant le 31 décembre 2015 ou au titre de la collecte 2017 (sur masse salariale 2016), 2018 (sur masse salariale 2017) et 2019 (sur masse salariale 2018) si l'extension se produit en 2016.

### **Article 6**

#### *Dépôt et demande d'extension*

Le présent accord a été signé en autant d'exemplaires originaux que de signataires, plus un exemplaire pour les formalités de dépôt. Dès lors qu'il n'aura pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée, le présent accord sera déposé dans les conditions légales. Il sera soumis à la procédure d'extension.

### **Article 7**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur au lendemain de la parution de l'arrêté d'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 11 septembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FEDEPOM ;  
FNA.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
CSFV CFTC ;  
FGA CFDT ;  
CFE-CGC agricole.